

Mesdames, Messieurs,

Très chers compatriotes de métropole, de l'outre-mer ou de l'étranger,

Si vous êtes ici aussi nombreux aujourd'hui, c'est que vous avez compris, et l'actualité récente en a apporté une démonstration éclatante, que contre la droite du fric et la gauche du fric, je suis la candidate de la France du peuple.

En effet, à tous égards, cette élection présidentielle n'est pas comme les autres ; elle met en jeu un débat crucial qui engage notre pays de manière fondamentale.

De son issue, dépendront la continuité de la France en tant que nation libre et pour ceux qui comme nous se sentent avant tout français, notre existence en tant que peuple.

Après des décennies d'erreur et de lâchetés, après des fausses alternances faites de reniements et de laisser-aller, de laisser-passer, de laisser-faire, nous sommes à la croisée des chemins.

Je le dis avec gravité : le choix que nous aurons à faire dans cette élection est un choix de civilisation.

La question est, en même temps, simple et cruelle : nos enfants vivront-ils dans un pays libre, indépendant, démocratique ?

Pourront-ils encore se référer à notre système de valeurs ?

Auront-ils le même mode de vie que nous et nos parents avant nous ?

Nos enfants, et les enfants de nos enfants, auront-ils encore un travail, un salaire digne, la possibilité de se constituer un patrimoine, de devenir propriétaire, de fonder dans un environnement sûr une famille, d'être soignés correctement, de s'élever à l'école, de vieillir dignement ?

Nos enfants auront-ils les mêmes droits que nous ?

Vivront-ils selon nos références culturelles, nos valeurs de civilisation, notre art de vivre, et même parleront-ils encore notre langue le français, qui se désintègre sous les coups de boutoir de dirigeants politiques qui dilapident ce trésor national, allant jusqu'à choisir un slogan en anglais pour promouvoir la candidature de Paris aux JO 2024.

Auront-ils le droit de se réclamer de la culture française quand certains candidats à la présidentielle, bouffis de leur propre vide, expliquent qu'elle n'existe pas

Je pose cette question majeure, parce qu'à l'inverse de nos adversaires, je ne m'intéresse pas seulement au patrimoine matériel des Français, mais je veux défendre aussi leur capital immatériel.

Ce capital immatériel n'a pas de prix parce que ce patrimoine là est irremplaçable, en réalité je défends les murs porteurs de notre société.

Or, chacun en a conscience, tout ceci est aujourd'hui remis en cause.

Nos dirigeants ont choisi la mondialisation dérégulée, ils la voulaient heureuse, elle s'est révélée affreuse.

Procédant uniquement de la recherche par certains de l'hyper profit, elle se développe à un double niveau, la mondialisation d'en bas avec l'immigration massive, levier du dumping social mondial, et la mondialisation d'en haut avec la financiarisation de l'économie.

La mondialisation qui était un fait avec la multiplication des échanges, ils en ont fait une idéologie : le mondialisme économique qui refuse toute limitation, toute régularisation de la mondialisation et qui, pour cela, a affaibli les défenses immunitaires de la Nation, la dépossédant de ses éléments constitutifs : frontière, monnaie nationale, autorité de ses lois conduite de l'économie, permettant ainsi à un autre mondialisme de naître et croître : le fondamentalisme islamiste.

Ce dernier a lui grandi au sein d'un communautarisme délétère, lui-même enfant de l'immigration de masse, subie année après année par notre pays.

Nous avons ainsi rempli notre premier acte politique qui est de désigner l'adversaire.

Ces deux mondialismes, aujourd'hui, se font la courte échelle :

- * Le mondialisme financier et affairiste dont l'Union européenne, la finance et l'essentiel d'une classe politique domestiquée sont les serviteurs zélés ;
- * Le mondialisme djihadiste qui porte atteinte à nos intérêts vitaux à l'étranger, mais aussi qui s'implante sur notre territoire national, dans certains quartiers, dans certains lieux, dans certains esprits faibles.

Et l'un et l'autre œuvrent à la disparition de notre nation c'est-à-dire de la France telle que nous la vivons, telle que nous l'aimons, c'est pourquoi les Français ont un sentiment de dépossession.

Ces deux idéologies veulent soumettre nos pays.

L'une au nom de la finance mondialisée, c'est-à-dire de l'idéologie du tout commerce, l'autre au nom d'un islam radicalisé, c'est-à-dire de l'idéologie du tout religieux.

Face à ces deux totalitarismes qui menacent nos libertés et notre pays, nous n'avons plus le temps, ni les moyens de l'angélisme, des faux semblants, des petits arrangements, des grandes lâchetés.

Nous devons faire preuve d'une lucidité, d'une détermination et d'une unité sans faille.

Le mondialisme économique tue par asphyxie, lente, progressive, mais sûre.

Le fondamentalisme islamiste nous agresse chez nous par le harcèlement calculé des résistances républicaines, par des exigences incessantes, par des demandes

d'accommodements dont aucun ne peut être, pour nous, raisonnable et donc envisageable.

N'oublions pas non plus, mais nous le gardons dans nos mémoires meurtries, que le fondamentalisme islamiste est barbare, qu'il se manifeste chaque jour dans le monde en tuant, en massacrant, en usant notamment de l'arme immonde et lâche du terrorisme ou de l'assassinat de masse.

Comme dans tous les combats idéologiques, il se trouve chez nous des idiots utiles, des relais, des complices plus ou moins conscients qui, par lâcheté, aveuglement ou cupidité, facilitent ces entreprises d'installation de cette idéologie barbare, ennemie de la France.

Pour progresser, les tenants de ces deux idéologies mondialistes donnent l'illusion de s'appuyer sur nos principes ; en réalité, ils invoquent faussement la liberté pour installer leur totalitarisme : c'est la liberté du renard dans le poulailler.

Le premier, le mondialisme économique et financier, invoque la liberté du commerce, la liberté de circulation, la liberté d'installation ; tous ceux qui s'avisent de révéler ses échecs sont taxés d'ignorance, accusés de je ne sais quelle dérive idéologique, frappés d'opprobre morale.

Ils sont mis au ban de la bonne société pour crime contre la bienséance économique ; le mondialisme économique et financier s'appuie sur une pseudo expertise économique qui ne cède jamais, pas même devant l'évidence de son échec économique et de la dévastation sociale qu'il provoque ;

L'objectif est de réduire l'homme à son rôle de consommateur ou de producteur.

Les pays ne sont plus des nations, unies par un élan de cœur, mais des marchés, des espaces où la marchandisation de toute chose et de tout être humain est envisageable, possible, admise et même organisée.

Les peuples ne sont plus que des populations.

Les frontières sont effacées, comme avec Schengen, pour faire de nos pays des halls de gare où tout un chacun est libre de venir et de rester et, par le nombre, participer au nivellement des protections sociales et la baisse des salaires ainsi qu'à la dilution culturelle dans un plus petit commun dénominateur mondial.

Avec les mondialistes, les cultures des peuples c'est à dire ce qui fait la diversité du monde sont destinées à être gommées pour faciliter la commercialisation de produits standards et faciliter les hyper profits au prix souvent de l'épuisement écologique de la planète ou du travail des enfants du tiers monde.

On fait croire à Monsieur Toutlemonde que dans ce monde il sera un « winner », mais coupé de son histoire, dénué de tout sentiment d'appartenance, isolé dans un monde insensible à toute solidarité, il ne sera en fait qu'un esclave dans des pays asservis.

En réalité, comme je l'ai déjà dit, cette vision du monde revient à faire fabriquer par des esclaves pour vendre à des chômeurs !

Ce monde où l'économie est une fin en soi et l'homme, un simple outil à son service, nous plonge dans l'ère des nomades, de l'éphémère, du courtermisme, du jetable, bref un monde artificiel et profondément déshumanisé.

Le droit des gens, leur situation sociale, leur bien-être, l'environnement où ils vivent, deviennent la variable d'ajustement des intérêts de grands groupes et de la caste.

La Nation est pour eux une barrière non tarifaire ; à leurs yeux, le pays est un espace géographique ouvert où la seule exigence se limite au « vivre ensemble » c'est-à-dire à l'injonction faite à des communautés qui n'ont précisément pas demandé à vivre ensemble, de ne pas s'agresser entre elles.

Je veux la dénoncer, cette alliance puissante entre la promotion de la mondialisation sauvage d'un côté et l'inaction coupable, voulue même, face à l'immigration incontrôlée et sa conséquence directe, l'installation du fondamentalisme islamiste.

Si le mondialisme économique avance avec le bouclier de la liberté du commerce, le second de ces mondialismes, le fondamentalisme islamiste, instrumentalise le principe de la liberté religieuse pour tenter de nous imposer des schémas de pensée qui sont clairement à l'opposé des nôtres :

Et le laxisme, la faiblesse d'âme de nos dirigeants ont été une hormone de croissance à cette idéologie qui a encore essayé de semer la mort au Louvre il y a deux jours.

Permettez-moi, à cette occasion, de rendre un hommage appuyé à nos soldats, nos policiers, nos gendarmes, qui nous défendent parfois au péril de leur vie, qu'ils en soient sincèrement remerciés.

Mais nous, nous mettons des mots sur ce que nous vivons ou plutôt sur ce que nous ne voulons pas vivre.

Nous ne voulons pas vivre sous le joug ou la menace du fondamentalisme islamiste.

Il cherche à nous imposer pêle-mêle :

- la contestation de la mixité dans les lieux publics,
- le voile intégral ou non,
- des salles de prières dans les entreprises, des prières de rues, des mosquées cathédrales,
- la soumission de la femme interdite de jupe, de travail ou de bistro.

Cela, aucun Français, aucun républicain, aucune femme attachée à sa dignité et à sa liberté ne peut l'accepter.

Pour progresser, l'islamisme radical brandit une prétendue « islamophobie » en trouvant chez les professionnels de la repentance antifrançaise, chez les islamo-gauchistes, chez les tiers-mondistes nostalgiques, chez les bobos ou parfois même chez certains juges un soutien irresponsable.

Mais derrière ces deux idéologies se profile inexorablement l'asservissement des personnes ; un asservissement d'abord mental, qui s'opère par la désaffiliation, par l'isolement, par la dissolution des liens traditionnels.

Le mondialisme économique professe l'individualisme, l'islamisme radical, le communautarisme.

Le mondialisme s'appuie, on le voit, sur la négation des valeurs sur lesquelles la France s'est construite et sur les principes dans lesquels l'immense majorité des Français se reconnaissent encore : la prééminence de la personne et donc son caractère sacré, la liberté individuelle et donc le consentement individuel, le sentiment national et donc la solidarité nationale, l'égalité des personnes et donc le refus des situations de soumission.

Ces principes pour lesquels nous nous battons sont affirmés dans notre devise nationale « Liberté, Egalité, Fraternité » qui procède, elle-même, d'une sécularisation de principes issus de notre héritage chrétien.

Mais ces deux idéologies mondialistes ne s'attaquent pas seulement à notre Nation ; l'une et l'autre s'attaquent aussi à notre République en mettant en cause son indivisibilité.

Nous le savons, la subversion est l'art de dissuader ses adversaires de combattre.

Moi, je vous le dis. Ne nous laissons pas abuser.

Ne nous laissons pas subvertir.

Ne nous laissons pas intimider.

La réponse n'est pas technicienne mais régaliennne, c'est pourquoi nous appelons au réarmement moral du pays et au sursaut des énergies nationales. Nous appelons à la résistance et à la reconquête. « Face aux grands périls, le salut n'est que dans la grandeur » écrivait le général de Gaulle dans ses mémoires de guerre.

Il n'y a rien pour nous de plus beau que la France, il n'y a rien pour nous de plus grand que la France, il n'y a rien pour nous de plus utile au monde que la France !

Gardons à l'esprit le fil rouge de l'intérêt national, gardons à l'esprit que tout procède du peuple et donc rétablissons le peuple comme sujet politique.

Dans le trou noir de la mondialisation sauvage dans laquelle certains voudraient nous précipiter comme face à l'obscurantisme des fondamentalistes, c'est ensemble, c'est unis, c'est groupés que nous allons faire face.

Eux proposent de nous désunir, nous, nous exaltons tout ce qui unit les Français entre eux, ce lien indéfinissable, mais si profond et si rassurant qui crée entre nous une fraternité de cœur et nous permet d'affronter l'avenir ensemble.

Ne perdons jamais de vue que nous sommes un grand peuple, un peuple qui sait qu'il porte en lui les moyens de sa liberté, de l'affirmation de ses valeurs, de sa grandeur, de son destin.

Dans ces circonstances où les prétendues élites ont jusqu'à présent failli et trop souvent trahi, le seul recours c'est le peuple, c'est de sa volonté que naîtra l'arrachement aux forces du déclin, c'est de sa détermination que s'engageront les reconquêtes, c'est de son sein qu'émergeront les femmes et les hommes qui conduiront le pays à la lumière.

Je dis aux Français qui nous regardent ou nous écoutent : le sort de la France est entre vos mains !

C'est la raison pour laquelle j'ai frappé ma candidature du sceau du peuple en prenant cet engagement solennel devant les Français, un engagement que nos militants affichent sur les murs de France : « Au Nom du peuple. »

Mon projet pour la France, il vous a été présenté ce week-end.

J'ai voulu que vous puissiez comprendre au mieux ce que je veux pour notre pays, et je l'ai donc articulé autour d'engagements.

144 engagements qui sont autant de vérités que je dois aux électeurs.

Car, après mon élection, il ne s'agira pas d'oublier la campagne, comme l'ont fait tous les autres, mais il s'agira de toujours avoir au cœur ce pour quoi les Français m'auront élue.

Et je leur demanderai de vérifier, un par un, que ces engagements sont tenus ! C'est ce que j'appelle la démocratie de contrôle.

Car, sans contrôle, pas de démocratie !

Sans contrôle, il ne sert à rien de s'adresser au peuple. Et quand on fait sa campagne au nom du peuple, c'est à lui que chaque jour une fois au pouvoir on revient !

Ce projet, il est aussi une œuvre collective, dont je tiens à remercier les contributeurs, au premier rang Jean Messiha qui en fut le coordinateur, les collectifs, les Cap, les Horaces, comme les nombreuses collaborations internes et externes.

Ceux qui le liront seront frappés par sa cohérence et son équilibre, ils seront frappés par son pragmatisme et sa modernité, ils seront frappés par sa résonance avec le grand mouvement historique que connaît aujourd'hui le monde.

Dans ce monde politique inerte, dénué de tout volontarisme politique ou de toute culture du résultat, il est mu par une triple impulsion :

- La révolution du patriotisme
- La révolution de la proximité
- La révolution de la liberté

LA RÉVOLUTION DU PATRIOTISME

La politique, la haute politique, celle qui permet à un pays de retrouver ses repères, consiste à créer du sens et du lien.

Le dirigeant politique doit être capable de définir les fondements du pacte social qui nous unit, celui qui unit les Français d'où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent.

Cela l'oblige à rappeler que la France est un pays millénaire, une histoire, une culture.

La France est un acte d'amour, cet amour a un nom : le patriotisme. C'est lui qui fait battre nos cœurs à l'unisson quand retentit la Marseillaise ou quand nos couleurs nationales battent au vent de l'histoire.

C'est lui qui peut réunir les Français de droite et de gauche, de Mayotte à l'Ardèche, du berceau à la canne, de l'usine au bureau.

C'est lui qui confronte notre vision à celle des mondialistes.

De ce patriotisme aussi, les Français ont été dépossédés, souffrant en silence de ne pas avoir le droit d'aimer leur pays.

Nous ne ferons pas aimer la France si nous-mêmes nous ne l'aimons pas.

Or, vous avez le droit d'aimer votre pays et même de le montrer.

Nous croyons qu'il est temps de revivifier le sentiment national, de le faire vivre au quotidien, en apprenant à nos enfants tout ce qui fait et a fait leur pays, en leur apprenant à aimer leurs compatriotes, à être fiers de leur histoire, à être confiants dans les forces de la France.

Nous voulons que chaque Français, dans ses projets ou ses difficultés, puisse se sentir soutenu par la communauté nationale et appuyé par un Etat attentif et bienveillant.

Nous voulons un Etat fort, un Etat stratège, qui peut nous en faire le reproche si l'Etat c'est vous ! et s'il est l'instrument de la mise en œuvre de votre volonté.

L'Etat est au service de la nation, c'est-à-dire au service de notre projet collectif, mais aussi au service des citoyens notamment en garantissant, au meilleur coût, des services publics de qualité.

Nos prestations sociales, parce qu'elles sont distribuées à ceux qui viennent du monde entier, sont en passe de ruiner nos systèmes sociaux au détriment de nos compatriotes en difficulté, et particulièrement des femmes déjà victimes directes de la loi El Khomri, qu'il faudra supprimer. Ces femmes souvent pilier de familles monoparentales et, à ce titre, fragilisées à l'extrême par la dilution de fait de la solidarité nationale.

Certains en tirent comme conclusions brutales, la fin de cette solidarité, moins d'indemnisation en cas de chômage, moins d'hôpitaux, moins de santé, moins de protections, plus de travail, moins de revenus, moins de retraites, plus d'impôts, moins de services..

Il n'en est pas question parce que nous ne pouvons nous dire patriotes si nous ne défendons pas la solidarité nationale, c'est-à-dire le témoignage d'une solidarité fondamentale entre Français.

C'est la raison pour laquelle, dans le logement social, l'emploi, nous établirons la priorité nationale.

Ce principe sera inscrit dans la Constitution.

C'est aussi pourquoi nous créerons la « prime de pouvoir d'achat » qui permettra de verser aux salariés et retraités qui touchent moins de 1500 euros par mois, les recettes d'une contribution sociale à l'importation de 3 %, c'est ainsi en moyenne 1000 euros par an qui viendront soulager chacun de ces travailleurs et retraités modestes quand ils ne sont pas carrément pauvres.

C'est pourquoi nous revaloriserons aussi significativement l'allocation adultes handicapés et le minimum vieillesse, c'est pourquoi nous créerons une « protection logement jeunes » en revalorisant de 25 % l'aide au logement des jeunes jusqu'à 27 ans, et que nous aiderons résolument les familles.

J'entends déjà les égoïstes souvent très bien nantis nous expliquer qu'il serait immoral et ruineux de relever les 801 euros/mois du minimum vieillesse.

J'entends déjà les politiques et leurs cautions, certains économistes bien choisis, les sachants, les experts de pacotille, nous expliquer d'un ton péremptoire que c'est contraire à la science économique, la même science en application de laquelle ils ont fait 2200 milliards d'euros de dette, 7 millions de chômeurs, 9 millions de pauvres et 66 millions de Français désabusés, démoralisés.

Ne les croyez pas !

A cette vision comptable, égoïste, refermée, erronée, nous opposons une vision volontariste, dynamique, juste, vertueuse, patriotique, parce qu'encore une fois, ce n'est que tous ensemble que nous réussirons.

Mais le patriotisme suppose aussi un pays qui se respecte et donc un pays qui se fait respecter.

A ce titre, nous appliquerons le principe selon lequel un étranger clandestin ne pourra jamais être régularisé et a fortiori jamais naturalisé.

Une situation hors la loi ne peut être génératrice de droits. L'AME sera supprimée.

Quand on aspire à s'installer dans un pays, on ne commence pas par violer ses lois. On ne commence pas par réclamer des droits.

A tous, et notamment aux gens de toutes origines et de toutes confessions que nous avons accueillis, je rappelle, parce que ce qui va sans dire va encore mieux en le disant : il n'y a pas et il n'y aura pas d'autres lois et valeurs en France que françaises.

Sur ce sujet, il n'y aura aucun recul, aucune retraite, aucune compromission.

Ceux qui sont venus en France c'est pour trouver la France, pas pour la transformer à l'image de leur pays d'origine. Ou alors, s'ils voulaient vivre comme chez eux, il leur suffisait de rester chez eux.

Nous appliquerons strictement les règles de laïcité dans un pays dont l'histoire tragique a appris à se garder des guerres de religion, que nous étendrons à l'espace public et que nous inscrirons dans le droit du travail afin d'apporter une réponse à ceux qui voient, avec inquiétude, monter les revendications religieuses dans l'entreprise et la montée des conflits sur les lieux de travail.

Pour tous les enfants de France, nous voulons restaurer à l'école le roman national que des dérives jargonantes et pédagogistes ont relégué.

Nous ne voulons plus que l'Etat laisse se propager la haine de la France.

Nous voulons une école publique ou privée qui transmette aux futurs citoyens la maîtrise de notre belle langue et l'amour de notre culture.

De même, l'école fera acquérir en primaire à tous les petits Français une maîtrise parfaite des savoirs essentiels que sont l'histoire de France et les mathématiques.

Nous voulons une France qui transmet et une France qui se transmet !

Dans le prolongement, nous inscrirons dans la Constitution, la défense et la promotion de notre patrimoine historique et culturel, nous redonnerons à la francophonie ses lettres de noblesse, nous protégerons nos bâtiments nationaux, mais aussi nos entreprises stratégiques, de la captation et de la spéculation étrangère, nous redonnerons à nos compatriotes d'Outre-mer une place au cœur de notre cœur.

Enfin, pour renforcer le sentiment d'appartenance et de solidarité, nous instaurerons un service national, civil ou militaire, de trois mois pour les garçons et les filles. Voilà une partie de ce patrimoine immatériel dont je parlais tout à l'heure.

Au moment où certains annoncent la fin du travail, constatant par la même leur épouvantable échec, je défendrai résolument le travail.

Nous voulons un pays qui reconnaisse enfin le travail parce que la première mesure sociale est de donner un travail à chaque Français, un travail rémunéré à sa juste valeur, un travail qui permet de vivre dignement, de faire des projets, de construire sa vie.

Le travail, nous l'encouragerons et le récompenserons par le maintien des heures supplémentaires majorées que mes adversaires veulent supprimer et l'instauration de leur défiscalisation.

Cette mesure, attendue par les salariés, alliera la nécessité de la revalorisation du pouvoir d'achat et la garantie d'une certaine souplesse pour l'entreprise.

Défendre le travail, c'est aussi abaisser les impôts sur les revenus du travail.

Nous le ferons de manière significative puisque nous abaisserons de 10 % l'impôt sur le revenu sur les 3 premières tranches.

Notre projet vous l'avez compris est un projet empreint d'une grande force, la force des équilibres.

Nous n'avons personne à servir, personne à qui renvoyer l'ascenseur, aucune clientèle à fidéliser, aucun copain à remercier, aucune puissance financière à amadouer, aucun pays étranger à qui nous devrions plaire.

Nous sommes libres d'un projet où le peuple est central, en même temps cause et sujet, et chaque Français libre de trouver sa place, construire sa vie et montrer son génie.

La révolution de la proximité

La deuxième révolution que nous voulons engager est celle de la proximité.

Nous sommes pour le local contre le global.

Qui peut croire, comme le professent les mondialistes, qu'il serait logique, écologique ou même économique de produire sur un continent, transformer sur un autre et consommer sur un troisième.

En matière de production, nous souhaitons privilégier les circuits courts qui supposent la réorganisation et la maîtrise de nos filières de production, la relocalisation de nos circuits de transformation et l'organisation de filières éthiques de distribution.

Pour les producteurs, c'est l'assurance de justes prix.

Pour le consommateur, c'est la garantie de la provenance et donc de la qualité.

Pour les Français, c'est l'assurance de la sécurité alimentaire et donc de la santé de soi-même et des siens.

Nous voulons une France durable.

Cette relocalisation de nos productions passe par le protectionnisme intelligent et le patriotisme économique, démarches pour nous naturelles, mais aujourd'hui interdites par l'Union européenne.

Ce patriotisme économique notamment jouera pour les appels d'offres, mais aussi pour le soutien public aux filières qui nous semblent indispensables, stratégiques.

Mais cette révolution de la proximité, c'est aussi arrêter la désertification.

C'est protéger nos commerces de proximité, nos services publics de proximité, nos mutuelles, nos pharmacies, nos banques de proximité.

C'est avoir des écoles, des hôpitaux, des élus aussi de proximité et donc lutter contre les projets fous visant à passer de 35 000 à 6 000 communes, supprimant la relation privilégiée entre les administrés et leurs maires.

Mairie / département / Nation ; elle est là notre proximité, pas dans ces intercommunalités et ces Conseils régionaux éloignés et coûteux, et encore moins dans cette Union européenne sans légitimité et sans efficacité, déconnectée des aspirations des peuples.

Cette démocratie de proximité est la seule en réalité qui permette votre contrôle.

Et le contrôle ne peut s'exercer si vous êtes sans voix.

Alors, je rendrai la parole au peuple parce qu'en démocratie seul le peuple a raison et personne n'a raison contre lui, nous instaurerons donc un référendum d'initiative populaire.

Vous attendez une loi, elle ne vient pas ? 500 000 d'entre vous pourront déclencher un référendum et le peuple parlera.

Une loi a été votée, elle ne vous sied pas ? 500 000 d'entre vous pourront réclamer sa révision par référendum, et le peuple s'exprimera.

Vous avez, à nouveau, véritablement la maîtrise et redeviendrez à nouveau souverain.

LA RÉVOLUTION DE LA LIBERTÉ

Révolution du patriotisme, révolution de la proximité et enfin révolution de la liberté.

La première des libertés est la sécurité. Ce sera une des priorités du quinquennat.

Comment me direz-vous puisque depuis trente ans tous les gouvernements ont échoué ?

Notre méthode est simple : nous allons appliquer la loi !

Car comme disait le Cardinal de Richelieu : « faire une loi et ne pas l'exécuter c'est autoriser la chose que l'on veut défendre ».

Nous allons en réalité rétablir l'État de droit c'est-à-dire faire appliquer la loi républicaine dans les endroits où elle a perdu droit de citer, là où nos gouvernants n'en n'avaient visiblement ni le courage ni la volonté.

Nous allons vraiment en finir avec l'impunité des délinquants, les zones de non droit, la dictature de caïds sur certains quartiers, les trafics de drogue ou d'armes, les cambriolages, les voitures brûlées.

La certitude des poursuites, la certitude de la sanction, la certitude de la peine avec pour les étrangers délinquants la reconduite automatique à la frontière.

Je dis aux mères qui m'écoutent, soutenez-moi, n'acceptez pas que nos enfants vivent dans la peur, dans cette violence quotidienne dont ils sont les premières victimes, parfois au prix de leurs jeunes vies.

L'hécatombe doit cesser.

Pour l'exercice de leur mission si importante pour le pays, nous redonnerons à nos forces de sécurité les moyens humains et matériels de même que le soutien et les instructions nécessaires.

Nous les réarmerons y compris moralement avec, enfin, l'instauration de la présomption de légitime défense.

Nous ouvrirons les places de prison qui conviennent, nous conclurons des accords avec les pays d'origine pour que les délinquants étrangers effectuent leur peine de prison dans leur pays d'origine, nous augmenterons les moyens de la Justice, nous organiserons une réponse pénale qui se résume en deux mots : tolérance zéro.

En matière de terrorisme, nous n'entendons pas demander aux Français de s'habituer à vivre avec cette horreur.

Nous allons l'éradiquer ici et sur les théâtres d'opération extérieure.

Puisque nous sommes en guerre contre le fondamentalisme islamiste, nous appliquerons aux ennemis de la France les dispositifs légaux de l'état de guerre.

Nous nous donnerons les moyens techniques et humains adéquats et créerons sur le territoire national comme à l'extérieur les conditions et les coopérations nécessaires au renseignement.

Les étrangers fichés S seront reconduits à la frontière.

Les binationaux fichés S seront déchus de leur nationalité française et, l'ambiguïté sur leur nationalité réelle étant levée, ils seront renvoyés dans leur pays.

Les Français fichés S seront poursuivis pour intelligence avec l'ennemi et frappés d'indignité nationale.

Les lieux de prédications islamistes seront fermés et les semeurs de haine condamnés et expulsés.

Les vitrines légales de l'islamisme, notamment sur internet, seront éteintes.

Pour autant, nous n'entendons pas sacrifier la liberté des citoyens à la sécurité.

Nous laissons la censure préalable, notamment des sites internet, le fichage et la surveillance généralisée à la gauche.

Nous entendons au contraire réaffirmer dans notre pays les libertés individuelles.

A l'heure où le pouvoir voudrait tout voir, tout entendre, tout interdire, nous souhaitons sanctuariser les libertés numériques en en mentionnant le principe dans la Constitution, abroger Hadopi en la remplaçant par un approfondissement de la licence globale.

Nous souhaitons également protéger les citoyens contre les menaces de fichages numériques.

La liberté est aussi celle d'entreprendre, de créer. Nous souhaitons un Etat régalien, un Etat stratège.

Ce sera un Etat modernisé, restauré dans ses moyens et respecté dans ses décisions.

Il ne s'agit pas là de concevoir un Etat omnipotent et omniprésent, mais un Etat protecteur, un Etat garant des justes équilibres, un Etat qui garantisse à chacun l'égalité de chances, pour créer un environnement économique favorable.

C'est la réforme totale du RSI, « sérial Killer » des indépendants.

Cette libération des énergies des entrepreneurs passe par la baisse de l'impôt sur les TPE/PME, la protection contre la concurrence déloyale, la simplification administrative, la sécurité juridique, la baisse des charges, un plan vigoureux de réindustrialisation et une grande politique énergétique.

Nous avons conscience que ce sont les entreprises qui créent l'emploi et notamment les petites et moyennes.

Avec elles, par des synergies intelligentes, en encourageant la recherche, l'innovation, les transferts de technologies et l'exportation, nous nous attaquerons au chômage par la création d'emplois durables.

Enfin, cette révolution de la liberté est celle de nos libertés collectives qu'on appelle pour un Etat la souveraineté, c'est-à-dire concrètement pour un peuple la liberté de décider pour lui-même.

Soyez conscients que ce combat pour la souveraineté est premier, principal, essentiel, cardinal, il conditionne tout le reste.

Sans souveraineté, pas de protection possible, pas d'action possible.

Sans souveraineté, un projet devient une promesse mensongère.

Mes adversaires prétendent contrôler les frontières, revenir sur le droit du sol, empêcher l'immigration, lutter contre la concurrence déloyale.

Ils vous mentent.

En refusant de s'affranchir du carcan de l'Union européenne qui est décisionnaire sur ces sujets, ils s'interdisent toute inflexion même mineure.

Pire, en restant dans l'euro, ils plombent notre économie, entretiennent le chômage de masse et donnent à l'Union européenne le moyen de pression pour imposer ses vues, ses directives ineptes, ses millions de migrants.

Or, chacun en convient, l'Union européenne est un échec. Elle n'a tenu aucune de ses promesses et tout particulièrement sur la prospérité et sur la sécurité et pire, elle nous a mis sous tutelle, tenus en laisse courte.

Qui pourrait se satisfaire de ne rien faire devant un système qui nous enchaîne, qui ne fonctionne pas et pire dont les dysfonctionnements nous ruinent ?

C'est pourquoi, élue, j'annoncerai la tenue d'un référendum dans les 6 mois sur le maintien ou la sortie de l'Union européenne et j'engagerai immédiatement avec nos partenaires européens – dont beaucoup aspirent comme nous à la souveraineté -, une renégociation avec ce système européiste tyrannique qui n'est en l'état plus un projet, mais une parenthèse et je l'espère un jour un mauvais souvenir.

L'objectif sera de trouver dans les six mois un compromis qui nous permette de recouvrer nos quatre souverainetés : monétaire, économique, législative et territoriale.

Si l'Union européenne ne se soumet pas, alors je demanderai aux Français de voter au référendum pour se démettre de ce cauchemar et redevenir libres.

Dans le même esprit, parce que nous pensons que la France n'est grande que quand elle fait entendre sa voix qui est celle en faveur de l'indépendance et de l'équilibre mondial, nous sortirons du commandement intégré de l'Otan ; nous réexaminerons notre diplomatie au regard de nos intérêts nationaux et nous donnerons les moyens de notre politique intérieure et étrangère par la reconstruction de notre potentiel militaire.

L'armée doit cesser d'être la variable d'ajustement des errements budgétaires de nos dirigeants.

Nous inscrirons donc le seuil minimum de 2 % du PIB consacré au budget de la défense dans la Constitution.

Nous nous réarmerons sans complexe.

Nous voulons une France libre !

Nous voulons, nous, Français, être libres !

Vous le voyez, mes chers amis, la tâche est immense.

Mon engagement est de remettre la France en ordre en cinq ans. En pratique cela concerne tous les secteurs de notre vie :

- Remettre notre économie en ordre
- Remettre l'école en ordre
- Remettre notre Justice en ordre
- Remettre notre diplomatie en ordre
- Remettre notre sécurité en ordre
- Remettre notre solidarité en ordre

Pour ce faire, nous avons besoin de tout le monde.

Nous ouvrons les bras à tous ceux qui partagent avec nous l'amour de la France et qui souhaitent engager notre pays sur les voies du redressement national.

On le voit, l'ancien débat droite-gauche a vécu. Les primaires ont montré que les débats sur la laïcité ou l'immigration comme sur la mondialisation ou la dérégulation généralisée constituaient un clivage fondamental et transversal.

Ce clivage n'oppose plus la droite et la gauche, mais les patriotes aux mondialistes.

Dans cette élection présidentielle, nous représentons le camp des patriotes.

Ce qui nous anime n'est pas l'amour de l'argent ou des intérêts particuliers, mais le souci de la patrie, ce n'est pas une vision asséchée et désincarnée du monde mais un monde multipolaire riche de sa diversité, de ses peuples et de leur génie propre.

Nous engageons tous les patriotes de droite ou de gauche à nous rejoindre. Elus ou simples citoyens, d'où que vous veniez, quels qu'aient pu être vos engagements, vous avez votre place à nos côtés.

Patriotes, vous êtes les bienvenus !

L'effondrement des partis traditionnels et la disparition un à un de la quasi-totalité de leurs dirigeants montrent que la grande recomposition politique a commencé.

Avec ceux qui nous rejoindront au cours de la campagne de premier tour, avec ceux qui nous rejoindront entre les deux tours, et ceux qui nous rejoindront après la victoire, nous formerons une majorité présidentielle et, après les législatives, un gouvernement d'union nationale.

Je crois dans notre victoire.

J'y crois parce que je sais qu'une immense majorité des Français partage nos choix et notre vision de l'homme et de la Nation.

Personne de raisonnable ne veut faire de la France le cobaye d'une mondialisation qui ne sera heureuse que pour la caste. Personne ne veut accepter l'asservissement économique et politique qu'elle nous prépare.

Les autres peuples ont montré la voie.

Les Britanniques qui ont choisi la liberté avec le Brexit et qui, chaque jour, peuvent se féliciter de la forme insolente de sa croissance.

Les Italiens qui ont montré leur réprobation lors du référendum sur la Constitution de M. Renzi.

Les Grecs qui envisageraient à nouveau de sortir de l'Euro.

Les Autrichiens qui ont éliminé de la présidentielle au premier tour tous les partis traditionnels.

Les Américains qui ont fait le choix de leur intérêt national.

Ces Nations ont montré que le réveil des peuples contre les oligarchies peut devenir une réalité et que comme le symbolise notre belle Rose Bleue, l'impossible devient possible.

Comme il est possible que des présidents comme Donald Trump, non seulement soient élus contre un système coalisé, mais surtout respectent leurs promesses et agissent vite et fort dans l'intérêt et selon le souhait de leur peuple.

Vous le voyez, mes chers amis. Comme le proclamait Victor Hugo dans l'Année Terrible après la défaite de la France : « Nous n'avons pas encore fini d'être Français ! »

Ce réveil des peuples est historique. Il marque la fin d'un cycle. Le vent de l'histoire a tourné.

Il nous portera au sommet et, avec nous, notre pays : la France.

Vive le peuple !

Vive la République !

Vive la France !